



À moins d'être d'une mauvaise foi crasse et de rapporter aux religions tous les maux de l'humanité – une thèse que l'on surprend encore sous la plume de gens par ailleurs instruits, il est évident aujourd'hui que bien des conflits prennent racine dans l'instrumentalisation de la religion par la politique. Beaucoup se servent du nom de Dieu pour arriver à leurs fins, le plus souvent tout à fait terrestres, matérielles : pouvoir, gloire, richesse.

Mais cette évidence risque de cacher une autre vérité : la religion est bel et bien capable elle-même d'engendrer du politique, et du politique d'une mouture singulièrement belliqueuse. Ainsi, c'est aux tendances religieuses « politisantes » que s'intéresse le récent essai *Les dieux criminels*, d'Antoine Fleyfel (Cerf, 2017). L'auteur, spécialiste du christianisme oriental, n'accuse évidemment pas la religion dans son ensemble ni une religion en particulier. Mais il identifie et décortique des courants misant sur une interprétation littérale des livres sacrés pour alimenter des politiques nationales qui entravent les processus de paix, notamment au Moyen-Orient.

Fleyfel s'en tient aux trois courants les plus influents à l'heure actuelle : l'évangélisme sioniste, le sionisme religieux et le salafisme djihadiste. Bien informé et conscient de la complexité de chaque mouvance, il nous fait découvrir maintes organisations publiques qui, au nom d'une conviction religieuse élevée au niveau d'un absolu, engendrent une action politique soutenue et souvent efficace – malheureusement.

C'est le cas de l'évangélisme sioniste. Il est passionnant de constater que si, du côté catholique, un certain littéralisme a mené, historiquement, à l'antisémitisme (« les Juifs sont déicides, etc. »), un littéralisme encore plus poussé a mené certaines branches évangéliques à quasiment idolâtrer le « peuple élu ». Obsédés par certains passages de l'Ancien Testament, des évangéliques investissent une part congrue de leurs efforts « missionnaires » à faire en sorte qu'Israël recouvre tout le territoire de la « Terre promise » selon les limites fixées par la Bible. Pour

certaines groupes, le retour des Juifs en Terre sainte, puis leur conversion au christianisme, est la condition *sine qua non* du retour du Christ; pour d'autres, le temps de l'Église ne représente qu'une transition dans le plan de salut de Dieu, qui s'achèvera par la rédemption du peuple de la promesse éternelle. Mais peu importe leur interprétation, les uns et les autres font pression sur le gouvernement des États-Unis, au moins depuis Carter, afin que celui-ci appuie sans réserve Israël, au détriment des Palestiniens. Quiconque se souvient des difficultés d'Obama dans le dossier moyen-oriental ne doutera pas que le lobby chrétien pro-Israël est extrêmement puissant.

À ce sionisme s'ajoute celui de certains Juifs très religieux eux-mêmes. Le sionisme fut d'abord laïque, mais sous l'influence des rabbins Kook, le retour en Terre sainte fut jugé de plus en plus conforme au plan divin. Cette conviction culmina lors de la Guerre de Six jours, qui en a conforté plusieurs dans leur vision religieuse de la géopolitique; mais avec Nétanyahou au pouvoir et une influence grandissante dans l'armée, le sionisme religieux a encore de beaux jours devant lui, sous une forme ou une autre. Évidemment, la vitalité du sionisme religieux engendre des difficultés insurmontables pour la décolonisation de la Cisjordanie et la reconnaissance israélienne d'un État palestinien – et donc pour la paix.

Bref, un essai fouillé et très instructif sur quelques « coulisses du pouvoir » pressenties, mais mal connues dans le détail.